



GREVE ET MANIFESTATION UNITAIRES FONCTION PUBLIQUE DU JEUDI 9 MAI 2019

Le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter par le Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de transformation de la Fonction Publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour l'avenir de la Fonction publique et de ses agent-e-s que pour les citoyen-ne-s.

Citons une des mesures les plus dévastatrices de ce projet de loi : le recours accru au recrutement de contractuel-le-s, à tous les niveaux. La précarité sera encore aggravée avec la création du contrat de projet, contrat non transformable en CDI. Ce projet de loi menace les garanties fondamentales de neutralité, de continuité, de compétence et d'indépendance nécessaires à un service public de qualité accessible à toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

Dans ce contexte, les organisations syndicales CGT-FERC Sup, FO ESR, Sgen-CFDT, SNASUB-FSU, SNESUP-FSU, SNPTES, SUD éducation et UNEF de l'Université de Picardie Jules Verne affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction Publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Ensemble nous exigeons :

- **l'abandon du projet de loi dite de transformation de la Fonction Publique ;**
- **l'abandon du projet de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires ;**
- **la suppression du jour de carence ;**
- **une revalorisation significative des salaires avec le dégel et la revalorisation du point d'indice, ainsi qu'un rattrapage en nombre de points du pouvoir d'achat perdu depuis 2010 ;**
- **Le recrutement de fonctionnaires sous statut et la titularisation des agents contractuels à la hauteur des besoins dans tous les territoires et, dès à présent, le dégel de tous les emplois vacants ;**
- **un enseignement supérieur public, gratuit et ouvert à toutes et à tous, et par conséquent le retrait du décret qui instaure la hausse des droits d'inscription pour les étudiants non communautaires ;**
- **le maintien des instances représentatives et de leurs prérogatives ;**
- **un financement de l'enseignement supérieur à la hauteur des engagements pris par la France.**

Cette mobilisation permettra également à chacun d'exprimer son opposition et ses inquiétudes à propos du projet de réforme des retraites, de la remise en cause du code des pensions civiles et militaires, de la loi Blanquer dite « Pour une École de la confiance », de la loi Santé 2017-2022 et de la loi dite « anti-casseurs ». Toutes ces mesures vont dans le même sens : la casse des services publics, richesses de celles et ceux qui n'ont rien, et la mise à mal des droits et des libertés fondamentales.

Manifestation JEUDI 9 MAI 2019 à 14h30 À AMIENS : Maison de la Culture